



**Message de solidarité de la FSESP aux syndicats français de la Fonction Publique  
FO, CGT, CFDT, UNSA pour la journée d'action du 20 novembre 2007 en France et à Bruxelles**

Bruxelles le 19 novembre 2007

La Fédération Syndicale Européenne des Services Publics (FSESP), représentant 8 millions de fonctionnaires et d'agents publics en Europe, réaffirme son soutien à ses affiliés français de la fonction publique (FO, CGT, CFDT et UNSA) à l'occasion du mouvement de grève du 20 novembre prochain en France. Nous soutenons les revendications de nos affiliés :

- **Contre les réductions d'effectifs**
- **Contre les pertes de pouvoir d'achat**
- **Pour l'ouverture d'une négociation sur les salaires avec le gouvernement.**

Ces revendications, relayées et soutenues par la FSESP, sont partagées par les fonctionnaires de nombreux pays de l'Union européenne en général, par nos collègues belges en particulier qui se trouvent confrontés aux mêmes situations.

C'est pourquoi, le 20 novembre prochain en tout début d'après-midi, au moment même où les manifestations se dérouleront dans l'ensemble de votre pays, un groupe de syndicalistes belges appartenant aux 3 organisations affiliées à la FSESP, - Centrale Générale des Services Publics (CGSP/FGTB), CSC-Services publics (CCSP) et Syndicat Libre de la Fonction Publique (SLFP-CGSB) - se rassemblera devant **l'Ambassade de France à Bruxelles** en signe de solidarité avec les fonctionnaires et agents publics français en grève.

Une délégation, menée par la présidente et la secrétaire générale de la FSESP, Anne-Marie Perret et Carola Fischbach-Pyttel, sera reçue par le ministre conseiller de l'ambassade, Monsieur Pierre Lebovics. Le présent communiqué lui sera remis ainsi qu'une motion rappelant les motifs de la grève des fonctionnaires français, faisant état de leurs revendications, de celles très voisines (voire similaires) des fonctionnaires belges et mettant en exergue le rôle de coordination jouée au plan européen par la FSESP.

Selon Carola Fischbach-Pyttel « **cette action de solidarité à Bruxelles vise à attirer l'attention sur la position intransigeante des employeurs publics français face à des revendications légitimes de la part de nos affiliés : la revalorisation des rémunérations des agents publics, la reconnaissance de leurs missions et le droit à la négociation, éléments essentiels à des services publics de qualité et à un développement économique et social durable. Ces éléments font partie intégrante du modèle social européen, qui seul permettra de réaliser le souhait exprimé par le président français dans son allocution au parlement européen à Strasbourg le 13 septembre dernier : «L'Europe n'a une chance d'exister que si pour des millions de femmes et d'hommes, elle est vivante, elle parle à leur coeur, elle est l'espoir d'une vie et d'un monde meilleurs.»**